

La Bourse ou la vie ?

Dossier réalisé par Christian Authier

Une économie tournée vers la spéculation, la financiarisation, la dématérialisation, la démesure... Jusqu'à quand ?

En dépit des krachs et des crises que les praticiens et les analystes de l'économie mondialisée ne voient jamais venir, beaucoup continuent de la considérer comme une science, sûre d'elle et de ses équations mathématiques. Mais cette «science», à peu près aussi fiable qu'une montre arrêtée donnant la bonne heure deux fois par jour, relève plutôt de la psychologie, du désir d'accumulation, de la rivalité mimétique, de l'envie, de l'incapacité à concevoir des limites...

Par ailleurs, si les États semblent avoir renoncé face à l'autonomie des marchés (que sont devenues les promesses de régulation de 2008 ?) et si les politiques se sont soumises à la finance dont la voracité a transformé l'humain en «variable d'ajustement», d'où viendra le sursaut contre un fonctionnement et des mécanismes structurellement pervers ? Peut-être du pape François actuellement en visite au pays du dollar et de Wall Street. Dans son exhortation apostolique *La Joie de l'Évangile*, en novembre 2013, il pourfendait la «tyrannie des marchés» et «un système économique qui a en son centre une idole qui s'appelle l'argent» : «nous acceptons paisiblement sa prédominance sur nous et sur nos sociétés. La crise financière que nous traversons nous fait oublier qu'elle a, à son origine, une crise anthropologique profonde : la négation du primat de l'être humain ! Nous avons créé de nouvelles idoles. L'adoration de l'antique veau d'or a trouvé une nouvelle et impitoyable version dans le fétichisme de l'argent et dans la dictature de l'économie sans visage et sans un but véritablement humain.»

La récente encyclique, *Loué sois-tu*, prolonge cette critique radicale du capitalisme contemporain où le consumérisme, le gaspillage, l'accumulation des déchets, la détérioration et l'épuisement de la nature ont pour causes «le mythe moderne du progrès matériel sans limites», «la maximalisation du gain», l'illusion selon laquelle «l'économie actuelle et la technologie pourraient résoudre tous nos problèmes»... Et le souverain pontife, n'hésitant pas à en appeler à une «subordination de la propriété privée à la destination universelle des biens», de préconiser «des changements de style de vie, de production et de consommation». Avant qu'il ne soit trop tard.

Edouard Tétreau : «La conscience humaine est la seule arme face à la machine et l'argent»

Dans Au-delà du mur de l'argent, Edouard Tétreau, conseiller de dirigeants d'entreprises et auteur de plusieurs essais sur l'économie, veut alerter «sur les processus de déshumanisation rapide à l'œuvre dans nos économies et nos sociétés mondiales» dominées par la finance et les nouvelles technologies. Entretien.

Vous êtes conseiller pour des dirigeants d'entreprises, pour «les dominants», selon votre expression. Vous participez ainsi au capitalisme tel qu'il est, mais vous en dénoncez de nombreux aspects. Comment conciliez-vous cela ?

J'ai la chance de conseiller des chefs d'entreprises et des actionnaires de grandes entreprises en France. C'est une chance car certains m'apprennent la philanthropie quand, après avoir construit des affaires, on est en situation de donner «à la française», dans la discrétion. Avec d'autres de mes interlocuteurs, j'essaie d'échanger et de leur montrer comment pratiquer ce qui serait une finance de bien commun, de faire que la finance éthique ne soit pas un oxymore, mais une réalité. Il s'agit de passer de «l'investissement socialement responsable», qui est souvent une formule de marketing, à des critères d'investissement humainement responsable. C'est le terrain de mon engagement quotidien.

En 2014, les 500 premières entreprises américaines cotées, soulignent-elles, ont généré plus de 1000 milliards de dollars de profits. Or, elles ne savent pas quoi en faire, pré-

férent distribuer des dividendes aux actionnaires, thésauriser plutôt qu'investir. Comment expliquez-vous cela ? N'est-ce pas le simple désir d'accumulation qui est l'un des fondements du capitalisme ?

Il est toujours délicat de deviner le point de départ d'une crise financière. On ne découvre un tsunami que lorsque l'on a la secousse sismique, mais je pense que la prochaine crise systémique mondiale, que j'anticipe dans mon livre après avoir un peu prévu le krach Internet de 2000 et la chute de Messier, viendra de ce phénomène. Nous sommes en face aujourd'hui d'une économie à ciel fermé. Parce qu'il a fallu injecter après 2008 un maximum de liquidités par les banques centrales. Il y a un excès de finance et d'argent qui ne sait plus comment être employé. Les candidats évidents à cette critique sont bien sûr les banques, les fonds d'investissement et leurs capacités d'investissement non-utilisées, mais aussi les entreprises américaines comme européennes. Malgré des niveaux de distribution de dividendes énormes et des rachats d'actions qui permettent de réduire le capital, les entreprises se retrouvent avec des niveaux de trésorerie dont elles ne savent plus quoi faire. Il y a là un stock d'argent qui est



© J. FAUSWAGNE

comme un nuage au-dessus de notre économie et nous aurons quelques difficultés le jour où il sera percé. Je montre dans mon livre les voies par lesquelles l'accident pourrait venir.

Selon vous, le retour d'une crise similaire à celle des subprimes est acquis. Les crises ou les catastrophes n'ont donc pas de vertus pédagogiques. Sommes-nous impuissants face à ces mécanismes ?

J'étais aux États-Unis en 2008-2009 et Barack Obama avait eu une très bonne formule à propos de Wall Street qui avait, selon lui, besoin d'un «contrôle parental». Aujourd'hui, le contrôle parental s'exerce sur la Maison-Blanche et le Congrès par Wall Street. La crise de 2008 n'a servi à rien et nous allons en vivre une similaire, mais à plus grande échelle. Les dirigeants politiques américains se sont mis sous la dépendance du pouvoir financier. C'est une réalité visible dans les montants des dons que font les entreprises pour les campagnes électorales. Tant que ce contrôle durera, les crises continueront. La crise de 2008 avait été une occasion en or pour réformer le système. L'occasion est passée principalement à cause de cette mainmise de Wall Street sur les politiques.

Les nouvelles technologies vont détruire des emplois, écrivez-vous. Pour la seule France, la numérisation pourrait détruire trois millions d'emplois d'ici dix ans selon certaines études. Nos dirigeants sont-ils conscients de cet enjeu ?

Je crois que oui. La vague est tellement importante qu'il y a une prise de conscience. Il y a des initiatives, nous avons la chance d'avoir en France une communauté d'entrepreneurs du numérique qui sont excellents, qui sont en pointe, comme BlaBlaCar qui est ce que l'on appelle une «licorne», ces start-up qui valent plus d'un milliard de dollars. Il existe un génie français dans ce domaine sur lequel les pouvoirs publics doivent s'appuyer davantage pour comprendre les transformations en cours, mais il y a une conscience de ces enjeux, notamment à Bercy avec Emmanuel Macron. Maintenant, le pouvoir politique français, comme d'autres, est assez démuné en termes d'outils. Il faut également souligner que l'on est face à une rupture technologique inédite

Quand on a commencé la mécanisation de l'agriculture en Europe, les agriculteurs n'ont pas disparu. Les précédentes révolutions industrielles ont réussi à redonner des emplois suscités par de nouveaux besoins. Aujourd'hui, la vitesse de la transformation est d'une autre nature. Les destructions d'emplois vont très vite. On voit la nouvelle économie s'installer, mais des entreprises comme Alibaba ou Airbnb ne créent pas d'emplois... Mes amis libéraux invoquent la destruction créatrice chère à Schumpeter et les nouveaux emplois qui émergent. Cette vision est erronée. Des emplois sont détruits, une nouvelle économie hyper efficace pour créer de la valeur apparaît, mais elle ne crée pas d'emplois.

En tant que chrétien, vous invoquez souvent dans ce livre le pape François qui dénonce notamment «le fétichisme de l'argent», «la tyrannie des marchés» ou «la maximalisation du gain». Le rejoignez-vous quand il prône une «écologie intégrale» et «une certaine décroissance» ?

Ce mot a fait tiquer beaucoup de monde. Il faut reprendre la phrase de l'encyclique dans son ensemble. Pour permettre une croissance là où c'est nécessaire et dans les pays les moins développés, il faut commencer à accepter une forme de décroissance dans les pays développés. C'était très nuancé. Il ne faut pas voir là une vision malthusienne, mais la recherche d'un équilibre. De nombreux pays, qui ont pâti du développement exacerbé des pays occidentaux, doivent connaître une vraie croissance quand d'autres doivent avoir conscience que les ressources sont rares. Il faut une économie mondiale du partage. Dans l'encyclique *Laudato si'*, le pape évoque souvent la «dette écologique» des pays du Nord vis-à-vis des pays du Sud.

Vous estimez que «la conscience d'un monde aux ressources humaines et naturelles limitées» est plus aigüe en Europe qu'ailleurs. Cette conscience vous semble-t-elle partagée par les pouvoirs politiques et économiques qui cherchent désespérément la croissance via, par exemple, les OGM, les biotechnologies et tous les moyens de repousser les limites ?

Si l'on considère les OGM, selon mes critères qui sont ceux d'une économie de bien commun, ce ne sont pas les OGM en eux-mêmes qui me gênent, mais comment ces OGM se sont déployés, c'est-à-dire au bénéfice d'une entreprise monopolistique qui a réussi à imposer une très grande dépendance à de nombreux exploitants agricoles. Si les OGM étaient mis sur le marché avec une vraie concurrence, des procédés validés par les autorités sanitaires et environnementales, je n'y serais pas forcément opposé. Il ne s'agit pas d'être contre le progrès,

mais de s'assurer qu'il se fasse au bénéfice de tous les hommes, pas seulement au bénéfice d'une entreprise et de ses actionnaires.

Vous vous inquiétez du «Grand Remplacement de l'humain par la machine». Au-delà du projet transhumaniste porté notamment par une entreprise comme Google, l'existence de robots militaires ou la possibilité de trier les meilleurs embryons ne relève plus de la science-fiction. Vous évoquez également un emballement accidentel des robots de marché en mai 2010 à la Bourse de New York qui a détruit près de 900 milliards de dollars en vingt minutes. L'homme peut-il remettre la machine à sa place ?

C'est la vraie question. L'homme peut-il remettre la machine et l'argent à leur place ? C'est la combinaison de ces deux forces qui est très puissante. Une société comme Google, qui dispose de plusieurs centaines de milliards de dollars de capacités d'investissement, a pu d'un claquement de doigts acheter la société de robots militaires Boston Dynamics à la barbe de tous les concurrents militaires. Pourquoi ? Parce que Wall Street donne à Google cette puissance. Il y a sur ce sujet le fantasme de la création de Frankenstein se retournant contre son créateur. On se rapproche de ce moment. Les robots tueurs sont l'un des sujets du moment. Le débat est de savoir le degré d'autonomie que l'on va leur donner. Or, on voit au quotidien la vulnérabilité technologique des outils les plus performants. J'étais à New York quand près de mille milliards de dollars ont été détruits en Bourse en quelques minutes. Ce n'est que quatre ans après que l'on a découvert qu'il s'agissait d'un trader isolé. Mais que se passera-t-il si un jour les robots de marché s'emballent ou si l'on doit faire face à une attaque délibérée ? La seule arme face à la machine et à l'argent reste la conscience humaine. D'où mes propositions d'un Bretton Woods de la finance avec l'apport des religions et des philosophies laïques pour injecter de la conscience là où l'on est en train de la faire disparaître : dans les structures technologiques, dans les critères d'investissement et dans les marchés financiers.

AU-DELÀ DU MUR DE L'ARGENT, *Stock*, 195 p.